

Contre l'Europe des trusts Pour l'Europe des travailleurs

Le P.S.U. appelle l'ensemble des travailleurs ainsi que les organisations qui soutiennent leurs luttes à manifester le 23 avril qu'ils entendent dire :

- non à l'Europe des trusts et des patrons ;
- oui à l'Europe des travailleurs.

Le jour du vote, une seule question est posée ; elle l'est bien entendu dans les termes de Pompidou. Il n'est pas possible de trouver une réponse dans ce cadre. La consigne d'abstention, appuyée par une campagne offensive, traduira donc la position politique que nous défendons. Le P.S.U. ne condamne pas pour autant le dépôt d'un bulletin nul qui peut s'expliquer dans certaines conditions.

Cette abstention ne saurait en aucun cas se comprendre comme un manque d'intérêt pour les luttes des travailleurs en Europe. Elle ne prendra de sens qu'en fonction de la campagne qui sera menée dans les prochaines semaines.

C'est pourquoi le P.S.U. est prêt à participer à une large campagne commune d'actions et d'explication avec toutes les organisations qui accepteront cette façon de traduire l'unité réelle des travailleurs face à l'offensive capitaliste engagée par Pompidou et le patronat. Une telle réplique permettrait de créer les meilleures conditions pour la contre-offensive politique et sociale qui sera nécessaire dans les mois à venir.

Le P.S.U. se doit d'envisager sa riposte à l'opération Pompidou, conformément à l'appel commun signé par le B.N. le 22 mars avec d'autres organisations révolutionnaires.

Nous proposons à l'ensemble des forces révolutionnaires de passer à l'offensive par une campagne commune pour le boycott de la comédie référendaire, en affirmant les positions internationalistes contre l'Europe capitaliste du Marché commun, pour la coordination des luttes à l'échelle européenne, pour l'égalité des droits de l'ensemble des travailleurs, y compris immigrés, pour la libre circulation des militants, pour la solidarité avec les révolutionnaires européens, notamment en Irlande et avec les minorités nationales, pour l'organisation en commun des luttes à l'échelle de l'Europe.

Le 23 avril : **BOYCOTT**

Appel aux travailleurs

La majorité au pouvoir est en difficulté : elle doit s'élargir aux éléments conservateurs qui avaient refusé de suivre de Gaulle. Pompidou, leur offre un référendum sur l'Europe pour préparer leur ralliement.

Le capitalisme a besoin d'élargir le Marché commun pour stimuler ses profits et mieux résister à la pression des travailleurs dans les différents pays. Pompidou lui fait cadeau d'un référendum pour enfermer davantage les travailleurs français dans le carcan capitaliste.

Les travailleurs savent bien que, dans les circonstances présentes, élargir le marché commun, c'est renforcer leur exploitation. **Agriculteurs** : ils vont être soumis à la concentration des industries agro-alimentaires et leur revenu dépendra des décisions de ceux qui tireront les plus grands profits de la situation. L'exode des moins favorisés va se poursuivre pendant que les grandes exploitations continueront de se développer. **Ouvriers et employés** : ils vont voir leur emploi soumis à l'ensemble des réorganisations qu'exigent les intérêts capitalistes ; ils seront plus isolés face à des gens plus solidaires. **Artisans et commerçants** : ils se demandent comment survivre face au système gigantesque de production et de distribution qui est mis en place. **Tous — et aussi intellectuels, techniciens et cadres** — deviennent les salariés de l'immense machine capitaliste européenne qui ne vit que de ses propres besoins.

A cette offensive, il ne suffit pas de dire non. Le Parti Communiste français, par sa campagne, renforce le caractère plébiscitaire du référendum. Il prépare à sa façon le succès de Pompidou.

Le P.S.U. appelle les travailleurs à ne pas tomber dans le jeu du « oui ou non » dont ils feront les frais. Il les appelle à s'abstenir massivement le 23 avril ou, s'ils le veulent, à déposer dans l'urne, un bulletin nul. Ainsi ils manifesteront qu'ils entendent dire :

- non à l'Europe de Pompidou et des patrons ;
- oui à l'Europe des travailleurs qu'ils construiront dans leurs luttes.

L'Europe des patrons

Les buts

LES patrons ont voulu que les frontières disparaissent entre les pays pour pouvoir vendre plus à un nombre plus grand de consommateurs. Vendre plus cela veut dire produire plus. Lorsque la production d'un même produit augmente, les coûts diminuent et les patrons réalisent de plus grands profits.

L'Europe permet d'augmenter les profits.

Mais cette production accrue, ce marché plus vaste est ouvert à des sociétés de plus en plus importantes qui ne se contentent pas de produire. Dans tous les domaines elles interviennent pour réaliser des profits dans le logement, dans le commerce, dans les loisirs, dans l'enseignement, les capitaux des grandes entreprises européennes se retrouvent.

Les trusts accroissent la domination capitaliste sur la société tout entière.

Les moyens

La concentration

Pour qu'en Europe, la véritable force dominante soit constituée par les grandes firmes internationales, il faut que disparaisse, ou du moins que diminue la force représentée par les petites ou moyennes entreprises. Cela veut dire également que l'organisation du travail doit être dirigée par les grands trusts, ce sont eux qui imposent les prix, les conditions de travail, les relations sociales. Tous ceux qui ne peuvent suivre sont irrémédiablement éliminés ou absorbés par les plus grandes firmes. La concentration capitaliste prend les formes d'une disparition d'un grand nombre de petites entreprises.

A l'intérieur même de ces grandes entreprises, tout est fait pour comprimer les coûts, fermer les établissements non rentables, partager les productions, rationaliser

Dans l'agriculture, le processus est identique. Finie l'agriculture qui produisait pour sa propre

subsistance, finie la petite exploitation qui permettait de vivre avec sa famille, l'agriculteur doit se plier aux exigences d'un grand marché.

De plus en plus, pour moderniser leur équipement, pour racheter des concurrents, pour contrôler le marché, les firmes ont besoin des banques (et bien entendu, seules les plus puissantes, les plus rentables, celles qui font les plus gros profits, peuvent y recourir). Et les banques elles-mêmes s'étendent, se concentrent, placent leurs capitaux dans tel ou tel pays, dans tel ou tel secteur. De plus en plus, ce sont quelques grandes banques qui décident directement de l'implantation d'une entreprise, de la fermeture d'une usine ou d'une « compression de personnel », c'est-à-dire qu'elles prennent directement les décisions qui concernent réellement la vie de toute une population. A qui rendent-elles compte de leur action ? devant qui sont-elles responsables ? et quel peut être le rôle, face à de telles puissances, des « autorités » politiques théoriquement élues pour décider du sort de cette population ?

Mais cette fois, l'évolution ne pouvait pas être spontanée, et c'est pour cela qu'il y a eu une politique agricole commune, pour créer en Europe une agriculture capitaliste moderne. C'est pour donner aux grandes exploitations des profits suffisants pour qu'elles absorbent les autres et contrôlent le marché que la Communauté européenne a mené cette politique de prix apparemment aberrante.

Tous ceux qui ne peuvent pas suivre ces transformations disparaissent inéluctablement. Les terres sont rachetées par les capitalistes pour construire, pour spéculer sur les terrains.

L'appui aux grandes affaires

Les choix d'investissements décidés à Bruxelles par les institutions européennes sont faits en faveur des grands trusts.

Les projets de la sidérurgie, par exemple, sont strictement ceux des grands groupes. La Communauté européenne et le Fonds de Développement économique qui en dépend, n'accordent leurs crédits qu'à ces projets. En fait ce sont les groupes qui font pression sur les institutions pour que leurs projets aboutissent.

L'Union économique et monétaire, c'est le pouvoir aux grandes entreprises qui dictent leur volonté. Le libre-échange

L'instrument de la domination capitaliste, c'est la libre circulation, sans aucun obstacle, des capitaux et des marchandises à travers l'Europe, sans plus être gênée par les frontières, c'est la libre circulation aussi, de la force de travail des ouvriers, mais sans qu'ils puissent conserver leurs droits politiques et syndicaux. Au contraire, les frontières demeurent pour la législation du travail, pour les avantages conquis par la classe ouvrière de chaque pays, pour les luttes syndicales et les

revendications ouvrières. La durée du travail, les conditions de retraite, les régimes de sécurité sociale restent différents d'un pays à l'autre et le patronat se sert de ces différences pour opposer les travailleurs entre eux. Et l'arme suprême, la menace d'expulsion, demeure pour tous ceux qui ne sont pas assez dociles.

Les résultats

L'exode rural.

Chassés de leurs terres par la spéculation foncière, privés de leur instrument de travail, les paysans quittent la terre, et forment dans les villes une main-d'œuvre exploitée dont le capitalisme a besoin pour l'extension de sa mainmise sur la société tout entière.

La main-d'œuvre étrangère privée de ses droits politiques et syndicaux, est livrée à la répression patronale, à l'exploitation par des salaires particulièrement bas, des horaires de travail écrasants, des conditions d'habitat inadmissibles. Et pour les grandes entreprises, des profits accrus

Les régions qui dépérissent.

La concentration capitaliste à l'échelle européenne conduit à choisir des lieux d'implantations industrielles proches des énormes agglomérations de la Ruhr ou des Pays-Bas. Les zones périphériques ou les plus éloignées sont systématiquement délaissées. Des régions entières deviennent des zones de sous-développement où les travailleurs n'ont le choix qu'entre l'exode et des emplois sous-qualifiés. La Bretagne, l'Auvergne ou le Limousin en savent quelque chose !

La concurrence sauvage : plus aucun frein ne peut être opposé aux conséquences les plus néfastes du développement de l'économie capitaliste : que ce soit la pollution, la stérilisation des inventions, etc. Tout à coup, M. Mansholt, le nouveau président des Communautés européennes, a découvert, il y a deux mois, que cette Europe qu'il a contribué à construire, est invivable et qu'elle le deviendra de plus en plus. Et c'est fort exact, M Mansholt, mais ce n'est ni un hasard, ni votre faute : il ne peut pas en être autrement dans un système qui ne prend en charge que ce qui peut être source de profit. Il y a un remède, à cette situation, mais ce n'est pas l'arrêt de la croissance que vous préconisez, ce n'est pas une solution. Il y a trop de besoins insatisfaits. Le problème est d'en organiser la satisfaction de manière plus égalitaire et dans le respect du cadre de vie, c'est un problème de planification, incompatible avec le régime capitaliste. La seule façon de faire une société où les hommes puissent décider eux-mêmes leur façon de vivre, c'est de construire l'Europe socialiste ; et la première étape sur cette voie, c'est l'Europe des travailleurs.

L'Europe des travailleurs

LA Communauté économique européenne a développé les mutations de travailleurs, la concentration capitaliste, les firmes multinationales.

En même temps, les travailleurs obligés d'émigrer dans d'autres pays ont été privés de leurs droits politiques et syndicaux.

L'Europe des travailleurs que nous voulons construire c'est :

La reconstitution des moyens de luttes des travailleurs : il faut arracher au niveau européen, ce qui a été obtenu au niveau national depuis 1945, pour être adapté aux formes nouvelles et internationales du capital.

Il est donc indispensable que les militants travaillant dans les grandes firmes internationales, s'informent mutuellement de leurs problèmes. Le manque d'information sur ce qui se passe dans une autre usine du même trust est souvent la première arme du patronat.

La coordination et la solidarité dans les luttes : c'est-à-dire empêcher que le patronat lutte contre une grève dans un pays, en faisant fonctionner ses autres usines dans d'autres pays. Quand les mineurs anglais font grève, il faut empêcher que du charbon belge ou français parte en Angleterre.

L'égalité des droits politiques et syndicaux pour tous les travailleurs qui se trouvent dans les pays d'Europe, quel que soit leur pays d'origine, quel que soit le pays où ils vivent.

Le capitalisme utilise ces travailleurs migrants contre la classe ouvrière des différents pays, sans risques pour lui de graves problèmes ; du moins jusqu'à maintenant. Car la grève de Girosteel et de Penarroya a montré que les immigrés, même sans droits légaux, savent prendre en charge leurs revendications.

L'Europe des travailleurs se construira à travers les luttes

Les conditions de travail et de vie (durée du travail, congés payés, sécurité sociale, conditions d'emploi, etc.) sont différentes d'un pays à l'autre et c'est un jeu pour le patronat d'opposer les

travailleurs entre eux, de faire le chantage au chômage en menaçant de fermer l'usine pour s'installer à l'étranger et, en cas de conflit ou de grève, d'augmenter la production dans un pays pour, compenser les pertes subies dans un autre.

Les monopoles internationaux marchandent leur installation avec chaque gouvernement. Telle ville où la classe ouvrière est « remuante » se verra refuser par l'Etat des primes de décentralisation ; au contraire, les villes plus calmes (exemple de Ford à Bordeaux) sont favorisées.

Construire l'Europe des travailleurs, c'est empêcher tous ces marchandages, toutes ces pressions, donner à tous les travailleurs la même capacité de résistance pour qu'on ne puisse plus les opposer les uns aux autres.

L'Europe des travailleurs, nous la faisons dès aujourd'hui

L'Europe du capital a construit les trusts Philips, Shell, Bayer, Michelin, Rhône-Poulenc, Fiat, etc. Les travailleurs européens, par-delà les frontières, sont exploités, réprimés, licenciés de la même manière ; il n'y a que le salaire et les avantages qui changent.

Pour lutter contre des licenciements décidés par le trust Philips aux Pays-Bas, et qui touchent tous les pays, les militants révolutionnaires, dans sept pays d'Europe, ont, le même jour, avec le même tract, alerté les travailleurs de Philips. Ensemble à Bruxelles, ces militants ont décidé de se transmettre toutes les informations contre les trusts pour mieux armer les militants ouvriers contre le patronat international.

A Schirmeck, en Alsace, une société dépendant du groupe Singer, exploite des travailleurs français pendant deux ans, puis ayant épuisé tous les avantages, elle ferme ses portes. Travailleurs allemands, français, mais aussi suisses et autrichiens mènent la lutte pour empêcher le patronat de faire ses manœuvres.

L'Europe des travailleurs, nous la construirons demain

En développant l'action sur Philips, sur Michelin ou sur Shell, IBM, Fiat, ou tout autre.

En incitant les organisations syndicales de prendre en charge des problèmes des travailleurs à l'échelle européenne, et non plus à l'échelle nationale.

En montrant que, si les frontières n'existent plus pour les capitaux, les entreprises elles existent encore pour la répression policière — des militants belges sont interdits de séjour en France, ou des militants français en Allemagne, et combien d'autres exemples ! — pour l'exploitation des travailleurs, notamment des immigrés.

Les gouvernements utilisent la classe ouvrière pour défendre un pays, ou rationalise, ou licencie pour défendre une industrie « nationale », et cette course effrayante vers une plus grande production « nationale ».

Dans chaque pays, cela se fait sur le dos des travailleurs, contre les travailleurs des autres pays pour le plus grand profit de la bourgeoisie.

Tout avantage acquis par un pays sur un autre pays, c'est sur les travailleurs de ce pays qu'il est acquis.

Construire l'Europe des travailleurs, c'est :

- développer la solidarité entre la classe ouvrière des différents pays ;
- obtenir l'égalité des droits politiques et syndicaux ;
- développer et coordonner les luttes internationales.

Pourquoi le boycott ?

En prenant brusquement l'initiative d'un référendum sur l'élargissement du Marché commun, Pompidou vise plusieurs objectifs à la fois :

— manifester l'existence d'une « majorité européenne » qui inclut les centristes et préparer ainsi l'élargissement de l'actuelle majorité parlementaire ;

— contraindre l'opposition de gauche soit à manifester ses désaccords, soit à se retirer du débat politique ;

— bloquer le développement des luttes sociales en centrant les débats sur des questions politiques générales sans pour autant prendre le risque d'élections anticipées. Celles-ci peuvent d'ailleurs être mises en place dans la foulée, selon les résultats ;

— accélérer le processus de restructuration capitaliste en créant des contraintes nouvelles sur le système de production et le marché de l'emploi. En se donnant une position de force dans le Marché commun, et en cherchant une entente entre la France et la Grande-Bretagne, Pompidou entend faire pièce à la pression allemande et japonaise.

Il est évident que, le jour du vote, beaucoup de travailleurs n'auront guère conscience de l'ensemble de ces données. On peut compter

sur la propagande gouvernementale pour dissimuler les objectifs du pouvoir.

Quant à la campagne du Parti communiste, elle renforce le caractère plébiscitaire du référendum qu'elle prétend combattre.

C'est pourquoi, le 23 avril, beaucoup de travailleurs refuseront de voter. Mais pour les militants révolutionnaires, le refus de vote ne suffit pas : face à l'offensive de la bourgeoisie, il faut trouver la réponse politique qui traduise correctement le combat des travailleurs et l'alternative socialiste qu'elle implique. Les organisations politiques qui lient leur existence au mouvement ouvrier ne se justifient que dans la mesure où elles apportent des réponses politiques *aux questions que pose la lutte des travailleurs*. La responsabilité des militants révolutionnaires est donc grande. Les petites opérations qui concernent les alliances entre conservateurs ou libéraux ne les concernent guère. Par contre, ils doivent tout à la fois :

Dénoncez la mascarade du 23 avril

1 - dénoncer l'opération de tactique électorale ; c'était le sens de l'appel **au boycott** que le PSU

a signé avec d'autres organisations révolutionnaires. Il faut dénoncer la mascarade du 23 avril, où toute réponse est piégée ;

2 - développer les luttes sociales dans les différents secteurs ; le référendum ne saurait entraîner de nouvelles priorités dans l'action du parti ;

3 - opposer au projet européen avancé par Pompidou une autre perspective liée aux luttes des travailleurs et aux formes actuelles de leur exploitation (poids des firmes multinationales, internationalisation du capital financier et des grandes sociétés, migrations intérieures,, réglementation du marché européen, etc.) : il est nécessaire de répondre sur le fond de la question et pas seulement sur sa forme. **Le mot d'ordre de boycott n'est donc pas suffisant.**

Dans les dix pays concernés par l'élargissement du Marché commun, les luttes anticapitalistes ont pris un cours nouveau depuis ces dernières années. Elles ne concernent plus seulement la croissance et le partage du revenu, mais les structures sociales elles-mêmes : hiérarchies en place, ségrégation entre travailleurs manuels et intellectuels, conditions de travail, mode de vie (habitat, transports...). Chaud ou rampant, Mai est devenu le symbole d'un combat qui prend des formes différentes selon les pays, mais s'attaque partout au même adversaire, un adversaire qui porte de plus en plus le même nom (Philips - Thomson - Chrysler), ou se prête à divers mariages (Fiat-Citroën, Hachette et ses correspondants).

La colonisation y prend plusieurs visages, mais les opprimés apprennent à se reconnaître : qu'il s'agisse des travailleurs immigrés ou des minorités nationales : Italiens du sud, Bretons, Irlandais, Basques...

L'organisation actuelle du Marché commun permet au capitalisme de mieux faire face à la pression des travailleurs. Tandis que les Etats reçoivent pour mission de maintenir l'ordre et la paix sociale, les chefs d'entreprise apprennent à jouer avec les frontières et à mettre en place la concurrence ou les monopoles capables d'assurer le meilleur taux de profit. Menacés dans leur emploi (fermetures d'usines et chômage officiel, mais aussi chômage caché : diminution brutale d'horaires, déqualification, migration forcée) et dans leurs droits

(répression plus facile, protection sociale moins forte, perte des droits politiques et syndicaux pour les migrants...) les travailleurs sont davantage soumis aux conséquences des vastes organisations que permet le Marché commun. Les avantages apparents qu'ils en tirent comme consommateurs (diversité des produits) ne sont rien à côté des difficultés réelles qui s'accroissent dans toute leur vie de travailleurs.

Un exemple test : l'agriculture

La meilleure preuve de l'orientation politique du Marché commun contre les travailleurs de tous les secteurs est illustrée par les mesures prises dans le domaine agricole. C'est un domaine-test car il est le seul à « bénéficier » d'une politique vraiment commune. Après le chantage des gouvernements, repris par certains dirigeants agricoles : « Le Marché commun sauvera les agriculteurs », que voyons-nous ?

Les décisions prises ont accéléré l'appauvrissement et l'exode des petits paysans, et ont engagé un nombre important de jeunes agriculteurs dans une modernisation dont seuls les groupes financiers tirent la plus-value. Une majorité de plus en plus grande de ces travailleurs ne croit plus au mirage et ne sera pas trompée par les promesses de l'extension de l'Europe, extension qui, à terme, ne peut qu'accroître la concentration capitaliste de l'agriculture et les profits des exploitations les plus grandes et les mieux placées.

Outre les conséquences purement agricoles, les paysans et les ruraux savent aussi que cette Europe élargie facilitera plus encore la mainmise du capital sur l'environnement et l'espace rural.

Le Marché commun, tel qu'il se développe, renforce la puissance des capitalistes et les instruments de leur domination. Les institutions mises en place sont le reflet de cette domination. Liberté des capitaux, liberté d'établissement sont des notions étrangères aux travailleurs. Leur liberté, leur responsabilité sont au contraire écrasées. En croyant utiliser la rivalité entre Etats et profiter des institutions communes, les forces syndicales se sont le plus souvent engluées dans une mécanique qui les éloignait de plus en plus des travailleurs eux-mêmes.

Coordonner l'action des travailleurs

Il faut au contraire provoquer la coordination des travailleurs au niveau de leurs luttes, sur leurs propres bases. Sans doute, les premières tentatives sérieuses ne peuvent-elles être au départ que politiques, car elles impliquent une rupture effective avec le système en place. Tel était le sens de la rencontre de Bruxelles à laquelle a participé le PSU. Mais c'est bien l'ensemble des forces du travail, à tous les niveaux, qui doivent répondre à leur commune exploitation par la coordination de leurs luttes. Tel est l'enjeu dont les travailleurs doivent

prendre peu à peu conscience pour pouvoir répondre à l'offensive capitaliste dont ils sont chaque jour davantage les victimes. Du même coup, ils peuvent prendre conscience que leur avenir ne passe pas par un repli sur des positions nationales et chauvines, qui les condamneraient à être toujours des « colonisés de l'intérieur ». De la même façon que leur avenir passe par l'instauration du socialisme, il passe concrètement pour eux par la réalisation d'une Europe où le pouvoir des travailleurs français a une dimension européenne : c'est vrai aujourd'hui sous le poids du capitalisme, ce sera vrai demain dans la liberté socialiste.

Tribune Socialiste
N° 532 – 13 avril 1972
Pages 1 à 4